

## Brésil/Incendies en Amazonie

## Bolsonaro ira devant l'ONU même "en chaise roulante"

AFP  
Brasilia/Brésil

LE président Jair Bolsonaro, qui doit subir une nouvelle opération chirurgicale, s'est dit déterminé lundi à aller défendre la position du Brésil sur l'Amazonie devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York "même (...) en chaise roulante".

"Je vais me présenter devant l'ONU même si ce doit être en chaise roulante ou sur un brancard, je vais y aller parce que je veux parler de l'Amazonie", a dit le président à Brasilia devant des jour-



Le président Bolsonaro ira à l'Onu...

nalistes. C'est au Brésil qu'incombe traditionnellement le premier discours devant l'Assemblée générale qui est prévu cette

année le 24 septembre. Jair Bolsonaro doit être opéré dimanche pour la 4e fois depuis l'attentat à l'arme blanche qui avait failli lui coûter la vie du-



... pour faire un plaidoyer sur la situation en Amazonie

rant sa campagne électorale, il y a un an, le 6 septembre 2018. Il doit être réopéré pour "une hernie incisionnelle" à l'abdomen, c'est-à-dire une éviscération de

la paroi abdominale, et doit rester hospitalisé 10 jours, selon ses médecins d'un grand hôpital de Sao Paulo (sud-est). Les incendies qui font

rage dans diverses régions de l'Amazonie ont mis le Brésil sous une intense pression internationale et provoqué une crise diplomatique avec la France, dont le président Emmanuel Macron a déclaré que la question de la souveraineté de la plus grande forêt tropicale du monde était ouverte car elle est essentielle dans la régulation climatique de la planète tout entière.

M. Bolsonaro a conditionné à plusieurs reprises une acceptation par le Brésil de l'aide de 20 millions de dollars débloquée par les pays du G7 pour lutter contre les incendies à une rétractation de M. Macron.

## Asie du Sud-Est

## Début de manoeuvres navales inédites entre les USA et 10 pays de la région

AFP  
Bangkok/Thaïlande

DES manoeuvres navales inédites entre les Etats-Unis et dix pays d'Asie du Sud-Est ont débuté lundi dans un contexte de lutte d'influence croissante dans la région entre Américains et Chinois.

Huit navires de guerre, quatre avions de combat et plus d'un millier de soldats doivent participer à ces exercices conjoints qui sont lancés d'une base navale au sud de la station balnéaire de Pattaya.

Ils doivent se dérouler sur cinq jours notamment "dans le Golfe de Thaïlande et la mer de Chine méridionale", a indiqué l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok dans



Les dirigeants du Sud Est asiatique et le secrétaire d'Etat américain

un communiqué. Courant août, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a participé à un sommet régional avec les 10 pays membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), afin de promouvoir la stratégie "in-

do-pacifique" du président Donald Trump. Cette dernière est notamment destinée à défier la Chine au moment où la guerre commerciale entre Washington et Pékin connaît une nouvelle esca-



Les manoeuvres militaires dans le Sud Est asiatique

Les deux puissances économiques sont aussi à couteaux tirés sur la mer de Chine méridionale, des eaux riches en ressources revendiquées dans leur quasi-totalité par Pékin, mais également par des pays voisins comme le Vietnam, les

Philippines, la Malaisie ou encore le sultanat de Brunei.

Le géant asiatique appuie ses prétentions de souveraineté sur cette zone maritime vitale pour le commerce mondial en renforçant artificiellement des

flots qu'elle contrôle et en y installant des armements. Washington juge ces actions comme une menace pour la sécurité dans la région. Et l'US Navy conduit régulièrement des opérations baptisées "liberté de navigation" pour tenir tête à Pékin.

Les exercices qui débutent ce lundi vont nous permettre de "travailler ensemble sur des priorités communes en matière de sécurité maritime dans la région", a déclaré le vice-amiral Phil Sawyer, commandant de la 7e flotte américaine.

La marine birmane participe aux manoeuvres malgré les sanctions américaines imposées à plusieurs responsables de l'armée pour le "nettoyage ethnique" des musulmans rohingyas.

## Kazakhstan

## Le président appelle à alléger les restrictions sur les manifestations

AFP  
Nur-Sultan/Kazakhstan

Le nouveau président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokaïev a appelé lundi à alléger les restrictions imposées aux manifestations dans cette ex-république soviétique d'Asie centrale, trois mois après d'importants rassemblements de l'opposition qui s'étaient soldés par des milliers d'interpellations.

"Si (les manifestations sont) des actions pacifiques qui n'ont pas pour objectif de violer la loi et la paix des citoyens, alors c'est important de faire des concessions et de donner

l'autorisation d'organiser des manifestations conformément à la loi", a déclaré M. Tokaïev devant le Parlement.

Il a ajouté que des zones spécifiques en centre-ville devaient être allouées aux citoyens désirant manifester.

Les citoyens kazakhs ont besoin d'une autorisation officielle pour organiser une manifestation, une mesure dénoncée par les défenseurs des droits de l'homme, mais plusieurs manifestations non autorisées ont pu se dérouler sans incidents ce week-end.

La police n'a pas interrompu une marche pour



Le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev

demandeur des réformes constitutionnelles qui a réuni samedi moins de cent manifestants à Almaty, la plus grande ville

du pays. Des manifestations moins importantes dans la capitale Nur-Sultan et à Chymkent (sud) n'ont pas donné lieu non plus à

des arrestations.

En juin, l'élection de Kassym-Jomart Tokaïev après la démission surprise de l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev avait été suivie d'importantes manifestations à l'appel de l'opposition. Plus de 4.000 personnes avaient été arrêtées et un millier condamnées par la justice. Selon plusieurs observateurs, cet adoucissement de l'approche de la police vise à affaiblir l'influence du parti, interdit, Choix démocratique du Kazakhstan. Le parti est dirigé par Moukhtar Abliazov, un ex-oligarque déchu qui vit aujourd'hui en exil en France, devenu le principal

opposant aux autorités kazakhs.

Le Kazakhstan, où les violations des droits de l'homme sont régulièrement dénoncées par les ONG internationales, était dirigé d'une main de fer depuis son indépendance par M. Nazarbaïev, qui garde la main sur plusieurs institutions clés malgré sa démission de la présidence.

Kassym-Jomart Tokaïev a promis de poursuivre la politique de son mentor. Lundi, la fille de M. Nazarbaïev, Dariga Nazarbaïeva, 56 ans, a été réélue au poste de présidente du Sénat (chambre haute du parlement kazakh), sur proposition de M. Tokaïev.